

FONDS DE DOTATION « GRIML »

Groupe de Recherche de l'Institut du Mouvement et de l'appareil Locomoteur

STATUTS

Mis à jour au 29.07.2018

Préambule

Les soussignés :

- Docteur Jean-Noël Argenson, domicilié au, 340, Chemin du Roucas Blanc, 13007 Marseille
- Docteur Xavier Flecher, domicilié au, 1190 Route de Saint Zacharie, 13530 Trets
- Docteur Sébastien Parratte, domicilié au, 18, Av Philippe Matheron, 13009 Marseille

Ci-après désignée les « Fondateurs »,

Ont décidé de créer un fonds de dotation régi par l'article 140 de la loi n°2008-776 du 4 Aout 2008 de modernisation de l'économie et le décret n°2009-158 du 11 Février 2009, ainsi que par les présents statuts.

TITRE I

CARACTERISTIQUES DU FONDS DE DOTATION

Article 1 : Dénomination

Un Fonds de dotation est crée par les Fondateurs détaillé ci-dessus.

Le Fonds de dotation a pour dénomination :

GRIML

Groupe de Recherche de l'Institut du Mouvement et de l'appareil Locomoteur

Article 2 : Objet

Le fonds de dotation a pour objet de développer, favoriser, encourager la recherche clinique et fondamentale, ainsi que l'enseignement de la chirurgie orthopédique et traumatologique.

Le fonds de dotation a pour but :

- De recevoir et gérer, en les capitalisant, des biens et droits de toute nature qui lui sont apportés à titre irrévocable et gratuit, pour affecter les revenus de cette capitalisation au financement et à la réalisation d'une ou plusieurs missions d'intérêt général mises en œuvre directement par lui ou par d'autres organismes sans but lucratif, et notamment en vue de soutenir la Recherche en Orthopédie et en traumatologie ;
- D'initier et/ou soutenir des actions en faveur de la recherche médicale et chirurgicale.

Il pourra, à cette fin, prendre en charge des dépenses de toute nature.

Article 3 : Actions

3-1 Axes d'actions

Afin de réaliser son objet statutaire, le Fonds de dotation peut accomplir notamment des actions dans les domaines suivants :

1° Directement :

- En favorisant la recherche médicale et chirurgicale par tous les moyens : embauche d'un médecin en recherche clinique, financement de bourses de recherche pour les étudiants en 3^{ème} cycle,
- En participant à la rédaction et au financement de publications nationales ou internationales (articles, ouvrages...),
- En organisant ou en soutenant des congrès nationaux ou internationaux dans les domaines concernés,
- En soutenant des organismes d'intérêts général poursuivant des buts similaires ou se situant dans le prolongement de son objet,

2° Indirectement en finançant toute autre personne morale à but non lucratif dont l'action se rattache à son objet social, dans ses actions et missions.

3-2° Moyens d'actions

Le Fonds de dotation met en œuvre tous les moyens légaux propres à contribuer à la réalisation de son objet et des axes d'action envisagés, notamment :

- collecte de fonds, notamment auprès des entreprises et des personnes physiques tant en France qu'à l'étranger,
- conclusion de convention notamment de partenariats avec toute entreprise, collectivité territoriale ou publique, ou association,
- détention d'actifs et de droits immobiliers,
- création, gestion et développement de toute action nécessaire à son fonctionnement,
- création et participation à d'autres associations, fonds de dotation ou fondations reconnues d'utilité publique,
- actions de communication,
- recrutement et gestion de personnel,
- attribution de soutiens financiers conformément aux actions définies supra,

- et plus généralement mise en place de toute autre opération nécessaire à la poursuite de ses objectifs et qui soit conforme à la loi et aux règlements.

Article 4 : Siège social

Le Fonds de dotation a son siège social au 270, Boulevard Sainte Marguerite, 13009 MARSEILLE, à l'Hôpital Sainte Marguerite, adresse de l'Institut du Mouvement et de l'Appareil Locomoteur

Il peut être transféré en tout lieu par délibération du Conseil d'administration.

Le Préfet de Région en est alors avisé concomitamment aux formalités administratives obligatoires. .

Article 5 : Durée

Le Fonds de dotation est constitué pour une durée indéterminée.

TITRE II

DOTATION ET RESSOURCES

Article 6 : Dotation

Le fonds de dotation est constitué de la dotation versée par les fondateurs désignés en préambule, dont le montant initial est 1.000 euros.

Il est convenu que les droits et ressources versés au fonds par les conventions sus visées, seront des dotations consommables, et qu'ils seront à ce titre utilisables par le fonds de dotation **GRIML (Groupe de Recherche de l'Institut du Mouvement et de l'appareil Locomoteur)** au titre de la réalisation de son objet.

A ce titre, les conventions de dotation pourront prévoir le transfert au fonds de tout moyen matériel et immatériel, de tout droit ou toute ressource, de tout bien mobilier ou immobilier.

Il est donc possible d'y affecter un patrimoine ou des revenus, au titre de la constitution de dotation ou de versement aux ressources de son activité.

Le fonds peut donc détenir tout bien meuble et immeuble, y compris par l'effet d'un démembrement de propriété immobilière.

La dotation peut être alimentée par :

- des dotations en capital apportées par ses fondateurs ou toute autre personne morale,
- des dons, legs et libéralités,
- des dons issus de la générosité publique, dont la campagne a reçu validation de la préfecture de Paris et que le Conseil d'administration a décidé d'affecter à la dotation,
- des subventions exceptionnelles éventuelles accordées par arrêté conjoint des ministres chargés de l'économie et du budget.

Article 7 : Ressources

Les ressources du Fonds de dotation se composent :

- des revenus de la dotation,
- des sommes prélevées sur la dotation par décision du Conseil d'administration,
- des produits des activités autorisées par les statuts,
- des produits des rétributions pour service rendu,
- du produit des campagnes d'appel à la générosité publique, dont la campagne a reçu validation de la préfecture de Paris, que le Conseil d'administration n'a pas affecté à la dotation,
- de tout autre revenu qui ne serait pas interdit par la loi ou les règlements.

Article 8 : Politique d'investissement

Le Fonds de dotation mène sa politique d'investissement en cohérence avec l'objet statutaire, dans le respect du principe de prudence, afin de garantir la dotation. Il tient compte du caractère consommable de sa dotation ainsi que des critères de rendement et de risque des différentes catégories d'actifs.

8-1 Placement

La dotation est placée par le Conseil d'administration dans des actifs figurant parmi ceux énumérés à l'article R.931-10-21 du Code de la sécurité sociale.

8-2 Dispersion

Pour effectuer les placements mentionnés à l'article 8.1, le Conseil d'administration investit dans des types de placements sécurisés (SICAV monétaires ; dépôts à terme...).

TITRE III

ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT

Article 9 : Conseil d'administration

Le fonds de dotation est administré par un Conseil d'administration comprenant trois à sept membres désignés par les fondateurs, pour une durée de trois ans. Leur mandat est renouvelable sans limitation.

Les fonctions d'administrateur du Fonds de dotation sont gratuites.

Sont seuls possibles des remboursements de frais sur présentation de justificatifs comptables afférents dans les conditions fixées par le Conseil d'administration.

Les fonctions de membres du Conseil d'administration du Fonds de dotation cessent par :

- démission,
- empêchement définitif,
- révocation,
- décès.

Toute démission est adressée par écrit au Président du Fonds de dotation ;

Les membres du Conseil sont tenus d'assister personnellement aux séances. En cas d'empêchement, un membre peut donner son pouvoir, mais uniquement à un autre administrateur.

Tout membre du Conseil d'Administration qui aura manqué trois séances consécutives sans en avoir préalablement informé le Président, sera considéré comme démissionnaire de ses fonctions.

Le Conseil d'administration peut exclure, dans le respect des droits de la défense, un de ses membres ayant fait l'objet d'une condamnation infamante, ayant forfait à l'honneur, ne jouissant plus de ses droits civiques et civils, dont la conduite privée ou publique serait de nature à nuire au Fonds de dotation, à porter atteinte à sa dignité ou à sa réputation ou lui ayant causé un préjudice moral ou matériel.

En cas de vacance définitive d'un ou plusieurs sièges d'administrateur, il est procédé à la désignation d'un remplaçant pour la durée du mandat restant à courir.

Tout changement intervenu dans la composition du Conseil d'administration est porté dans les trois mois à la connaissance du Préfet du Département.

Le Conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour administrer, gérer et prendre toutes décisions utiles dans l'intérêt du Fonds de dotation.

Il règle par ses délibérations toutes les affaires du Fonds de dotation et notamment :

- arrête chaque année le budget, les comptes annuels de l'exercice clos (bilan, compte de résultat et annexe) ainsi que, le cas échéant, le compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public préparés par le Trésorier,
- adopte chaque année le rapport d'activité,
- détermine la politique d'investissement, et dans ce cadre, arrête les règles de diversification par catégorie de placement et de limitation par émetteur, en cohérence avec l'objet social, dans l'objectif de garantir la dotation,
- délibère sur l'utilisation des ressources, les projets et actions soutenus et les personnes morales bénéficiaires des redistributions,
- définit l'affectation des ressources,
- définit par délibération les modalités de consommation de la dotation,
- accepte ou refuse, après expertise, les donations et legs,
- autorise l'exercice des actions en justice,
- nomme un commissaire aux comptes et son suppléant choisi sur la liste mentionnée à l'article L.822-1 du Code de commerce, volontairement ou dès lors que le montant annuel des ressources dépasse dix mille euros (10 000 euros),

- désigne, en tant que de besoin, les membres du Comité consultatif d'investissement et fixe ses règles de fonctionnement,
- fixe les conditions de recrutement et de rémunération du personnel,
- crée les commissions, fixe leurs attributions et détermine leurs règles de fonctionnement,
- est tenu informé par le Président de tout projet et conclusion de convention engageant le fonds et délibère sur les conventions entrant dans le champ de l'article L.612-5 du Code de commerce, hors la présence de la personne intéressée,
- adopte, si besoin, un règlement intérieur,
- prend la décision de dissolution et délibère sur l'affectation du boni de liquidation.

Le Conseil d'administration se réunit au moins trois fois par an à l'initiative du Président ou de la majorité de ses membres. Il est convoqué quinze jours au moins avant la tenue de ses réunions par tout moyen. Il est joint à la convocation l'ordre du jour de la réunion et tout document nécessaire à l'examen des questions inscrites à l'ordre du jour.

En cas de nécessité, le Conseil peut se réunir à distance par tout procédé sécurisé, notamment audiovisuel ou informatique, selon des modalités précisées dans la convocation.

Le Conseil d'administration délibère sur les questions inscrites à l'ordre du jour par le Président et sur celles dont l'inscription est demandée par la majorité des administrateurs.

Le Conseil d'administration ne peut valablement délibérer que si la majorité des membres le composant sont présents ou représentés. Chaque administrateur peut valablement recevoir au maximum un pouvoir.

Sous réserve des articles 19 et 20, les délibérations du Conseil d'administration sont adoptées à la majorité des membres présents ou représentés. En cas de partage égalitaire des voix, la voix du Président est prépondérante.

Le Directeur général du Fonds, s'il en est désigné un, assiste aux séances du conseil administration. Il a voix consultative.

Le Conseil d'administration décide de la constitution en son sein d'un bureau comprenant, outre le Président, un Secrétaire et un Trésorier. Ils sont nommés par le Conseil d'administration du Fonds de dotation sur proposition du Président.

Le Secrétaire est responsable de l'administration générale et prépare les convocations pour les réunions du Conseil d'administration. Il est également responsable de la tenue des procès-verbaux.

Le Trésorier est chargé de la comptabilité et du règlement des dépenses du Fonds de dotation. Il établit les projets de budget, d'arrêté des comptes de l'exercice et le cas échéant de compte d'emploi annuel des ressources.

Il peut, avec l'autorisation du Président, signer tous les actes de dépôt, de transfert ou de remboursement, faire toutes déclarations d'ordre comptable, acquitter tous impôts ou taxes.

Le Conseil d'administration peut accorder au Président, en deçà d'un montant qu'il détermine, une délégation permanente pour certaines de ses compétences notamment pour l'acceptation des donations et des legs, à charge pour lui d'en rendre compte à chaque réunion du Conseil. Le Conseil peut limiter ces délégations aux cas d'urgence. Il peut prévoir une faculté de subdélégation.

Sur proposition du Président, le Conseil d'administration peut fixer la liste des personnes physiques ou morales pouvant assister, avec voix consultative, à ses réunions.

Il est tenu procès-verbal des séances du Conseil d'administration, lequel est signé par le Président ou, en cas d'empêchement, par tout autre membre du Conseil.

Article 10 : Présidence

Le Président du Fonds de dotation préside le Conseil d'Administration ainsi que toute éventuelle commission qui viendrait à être créée.

Il représente le Fonds de dotation dans ses rapports avec les tiers et dans tous les actes de la vie civile. Il veille à l'observation rigoureuse des statuts.

Il peut conclure tout contrat ou toute transaction. Il en rend compte au premier Conseil d'administration qui suit.

Il représente le Fonds de dotation en justice et il peut ester, après autorisation du Conseil d'administration, en défense et en demande.

Toutefois en cas d'urgence, le Président peut engager ou répondre à toute action en référé. Il doit cependant en rendre compte au premier Conseil d'administration qui suit.

Il peut déléguer par écrit certains de ses pouvoirs ou sa signature à l'un ou plusieurs des administrateurs et/ou au Directeur général du Fonds de dotation. Il peut mettre fin à tout moment auxdites délégations. La personne bénéficiant d'une telle dérogation doit lui en rendre compte régulièrement.

En cas d'absence, d'empêchement ou de vacance définitive du Président, le Conseil d'administration du Fonds de dotation désigne en son sein un de ses membres pour assurer la présidence par intérim.

Article 11 : Directeur général

En tant que de besoin le Fonds de dotation peut s'allouer les services d'un Directeur général. Le Directeur général dirige le Fonds de dotation et a autorité sur le personnel.

Il établit le rapport d'activités du fonds de dotation GRIML Groupe de Recherche de l'Institut du Mouvement et de l'appareil Locomoteur et le soumet au comité consultatif d'investissement (quand celui-ci existe) pour avis avant de le présenter à l'approbation du conseil d'administration.

Il prépare et exécute le budget du fonds de dotation GRIML : Groupe de Recherche de l'Institut du Mouvement et de l'appareil Locomoteur

Il procède au recrutement du personnel du fonds de dotation GRIML : Groupe de Recherche de l'Institut du Mouvement et de l'appareil Locomoteur

Il représente le Fonds de rotation en justice, dans ses rapports avec les tiers et dans tous les actes de la vie civile.

Il peut déléguer sa signature dans les conditions prévues par le règlement intérieur.

Il prépare et exécute, le cas échéant avec le comité consultatif d'investissement, la délibération du conseil d'administration relative à la politique d'investissement du Fonds.

Il assiste avec voix consultative aux séances du conseil d'administration et comité consultatif d'investissement.

Il est chargé d'établir le rapport d'activité annuel, les comptes annuels, le cas échéant le compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public, et de les transmettre aux autorités administratives dans les délais prévus à l'article 18.

Article 12 : Partenaires

Toute personne physique ou morale ayant apporté une contribution importante, de quelque nature qu'elle soit, au Fonds de dotation peut se voir reconnaître la qualité de partenaire du Fonds de dotation par décision du Conseil d'administration, dès lors que son objet social ou son activité est compatible avec l'objet statutaire du Fonds de dotation.

Le Conseil d'administration est seul compétent pour décider et mettre fin à la reconnaissance de cette qualité.

Un collège des partenaires du Fonds de dotation peut être créé sur décision du Conseil d'administration. Il en fixe le rôle consultatif et les modalités de fonctionnement ainsi que sa représentation éventuelle, avec voix consultative, lors des réunions du Conseil d'administration.

Article 13 : Durée de l'exercice

Chaque exercice aura une durée d'un an. Il commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

Par exception, le premier exercice du Fonds de dotation débute le jour de la publication au Journal Officiel de la déclaration faite à la préfecture de Marseille et se termine le 31 décembre de l'année suivante.

Article 14 : Comité consultatif d'investissement

Dès lors que la dotation atteint un million d'euros (1.000.000 euros), un comité consultatif d'investissement est créé auprès du Conseil d'administration du Fonds de dotation. Il est chargé d'émettre des avis, et tout conseil, de faire des propositions de politique d'investissement du fonds, d'en assurer le suivi et, le cas échéant, de proposer des études et des expertises en matière économique et financière.

Il est composé de personnes qualifiées extérieures au Conseil d'administration du Fonds de dotation. La composition, la nomination, le remplacement, le renouvellement ou le cas échéant, la révocation des membres du comité sont arrêtés par le Conseil d'administration du Fonds de dotation, sur proposition du Président.

Le Conseil d'administration fixe, si nécessaire, les règles de fonctionnement de ce comité.

Les fonctions de membre du Comité consultatif d'investissement peuvent être rémunérées dès lors que le membre est un professionnel.

Article 15 : Comité scientifique

Le Comité Scientifique est un organe consultatif, composé de personnalités scientifiques de haut niveau et de spécialistes des sujets en rapport avec l'objet du fonds. Il veille à garantir la bonne utilisation des fonds collectés.

Article 16 : Rapports et comptes annuels

Le Fonds de dotation établit chaque année un rapport d'activité ainsi que les comptes comprenant un bilan, un compte de résultat et une annexe, établis en conformité avec les règles du plan comptable général et les spécificités des associations, fondations et fonds de dotation (règlement comptable n°99-01).

Dès lors qu'une ou plusieurs campagnes d'appel à la générosité du public ont été réalisées au cours de l'exercice écoulé, les documents précités sont complétés par une annexe comportant un compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public.

Le Fonds de dotation assure, dans un délai maximal de trois mois suivant leur approbation par le Conseil d'administration, la publication de ses comptes annuels, le cas échéant, de l'annexe comportant un compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public et du rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels, au Journal Officiel sur le site internet de la direction de l'information légale et administrative.

Article 17 : Commissariat aux comptes

Dès lors que le montant annuel des ressources du Fonds de dotation dépasse dix mille euros (10.000 euros) en fin d'exercice comptable, le Conseil d'administration du Fonds de dotation nomme, pour une durée de six ans, un commissaire aux comptes titulaire et un suppléant, inscrits auprès d'une cour d'appel et choisis sur la liste de la compagnie régionale des commissaires aux comptes mentionnée à l'article L.822-1 du Code de commerce.

Le Commissaire aux comptes certifie les comptes annuels du Fonds de dotation et vérifie leur concordance avec le rapport d'activité. Il établit un rapport annuel sur la base des comptes et du rapport d'activité mis à sa disposition au moins quarante-cinq jours avant la date de la réunion du Conseil d'administration convoquée pour leur approbation.

Le mandat de commissaire aux comptes est renouvelé lors de la réunion du Conseil d'administration du Fonds de dotation convoquée pour l'approbation des comptes.

Article 18 : Contrôle par l'autorité administrative

Le Fonds de dotation adresse chaque année par lettre recommandée avec accusé réception à la préfecture de Marseille, dans un délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice, le rapport d'activité annuel, les bilans et comptes annuels, le cas échéant le compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public, et le rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels, approuvés par le Conseil d'administration.

Tous les changements survenus dans l'administration du Fonds de dotation sont déclarés à la Préfecture de Paris dans un délai maximal de trois mois à compter de leur approbation par le Conseil d'administration.

Ces formalités incombent au Président du Fonds de dotation.

Article 19 : Règlement intérieur

Le Conseil d'administration établit, si besoin, sur proposition du Président ou de la moitié au moins des membres du Conseil d'administration, un règlement intérieur visant à préciser les modalités d'application des présents statuts.

Article 20 : Reprise des actes

L'ensemble des actes, formalités et procédures accomplis par le fondateur ou ses représentants dans le cadre de la création ou pour le compte du Fonds de dotation, avant la parution au Journal officiel de sa déclaration à la préfecture de Paris, sont mis à disposition, acceptés et repris par le Fonds de dotation.

Article 21 : Modifications statutaires

Les présents statuts peuvent être modifiés par le Conseil d'administration, sur proposition du Président ou de la moitié au moins de ses membres.

Le Conseil d'administration ne peut valablement délibérer sur si les deux tiers des membres le composant sont présents ou représentés. Chaque administrateur peut valablement recevoir au maximum un pouvoir.

La délibération du Conseil d'administration est adoptée à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

Toutes les modifications des statuts du Fonds de dotation sont déclarées à la préfecture de Paris dans un délai maximal de trois mois à compter de leur approbation par le Conseil d'administration et publiées au Journal Officiel sur le site internet de la direction de l'information légale et administrative.

Article 22 : Dissolution

La dissolution du Fonds de dotation peut être décidée par le Conseil d'administration, sur proposition du Président ou de la moitié au moins de ses membres dans les mêmes conditions de quorum et de majorité qu'en cas de modifications statutaires prévues à l'article 20.

La délibération de dissolution du Fonds de dotation est déclarée à la préfecture de Paris dans un délai maximal de trois mois à compter de son approbation par le Conseil d'administration et publiée au Journal Officiel sur le site internet de la direction de l'information légale et administrative. Ces formalités incombent au Président du Fonds de dotation.

Article 23 : Conditions de liquidation

En cas de dissolution, un liquidateur est nommé par le Conseil d'administration ou par décision de justice. Il est chargé de mettre fin à tout contrat en cours, de réaliser les actifs du Fonds de dotation et de désintéresser ses créanciers.

